



Paris, le 21 mars 2012

Réponse du Front de Gauche de l'agriculture à la lettre du syndicat CGT-INRA, intitulée « Pour un service public de recherche agronomique au service des citoyens »

chers camarades syndicalistes,

le seul titre de votre lettre indique la convergence qui existe entre vos analyses sur la situation de la recherche agronomique et de l'agriculture française et les nôtres. Ces dernières figurent dans notre document programmatique pour l'agriculture « Pour un nouveau modèle agricole ». La plupart de vos propositions visant à remédier aux problèmes actuels touchant l'ensemble de la recherche rejoint aussi celles de notre programme « L'humain d'abord ».

Ainsi, nous prévoyons d'annuler les mesures d'austérité frappant la recherche et la société en général. Nous abrogerons notamment la RGPP et abolirons la précarité. En outre, nous combattons le Pacte pour l'Euro et le Mécanisme européen de stabilité qui ne peuvent conduire qu'à une austérité renforcée.

Au contraire, nous développerons la protection sociale des travailleurs. Dans ce cadre, notre programme « L'humain d'abord » affirme que « nous établirons les 35 heures effectives, le droit à la retraite à 60 ans à taux plein, le SMIC à 1700 euros et un salaire maximum dans les entreprises publiques et privées ».

La recherche publique doit être indépendante des lobbies, elle devra être démocratisée et recevoir des crédits d'Etat suffisants pour son développement au service de la Nation. Son fonctionnement devra donc reposer essentiellement sur des fonctionnaires d'Etat. Le financement sur contrat sera limité pour ne pas porter atteinte à la liberté des chercheurs et pour ne pas amputer les longues périodes nécessaires à de nombreuses recherches. Ceci suppose bien-sûr la suppression de l'ANR. Au niveau agronomique, cette recherche devra être réorientée vers la transition écologique de la production agricole. L'agriculture durable, incluant l'agriculture biologique localisée à proximité des consommateurs, sera développée.

Nous favoriserons la coopération dans tous les domaines et ferons donc reculer la compétition préconisée par les gouvernements libéraux qui est aussi stérile parmi les travailleurs, y compris les chercheurs, que parmi les structures de travail, les laboratoires dans votre cas. Ceci suppose de remplacer l'AERES par des structures d'évaluation démocratiques, et de supprimer la PES récompensant les carriéristes et bien-pensants.

Nous abolirons les pôles de compétitivité qui concentrent les activités sur quelques lieux dans une mise en concurrence des territoires. Ceux-ci seront remplacés par des pôles de coopération permettant de mieux lier la recherche à la formation, à la production et à la création d'emplois.

Nous sommes opposés à la brevetabilité du vivant et contribuerons à créer un mécanisme juridique international de protection des ressources génétiques. Nous reconnaissons bien-sûr le droit des paysans à utiliser librement ces ressources.

En ce qui concerne la culture des plantes transgéniques, nous vous rejoignons pour exiger le maintien d'un moratoire. L'absence de dissémination des transgènes doit être garantie, et les recherches sur les effets des PGM sur la santé et l'environnement doivent être menées en milieu confiné de façon indépendante et transparente.

Bien d'autres des problèmes que vous soulevez (importance démesurée du crédit impôt recherche, extension des compétences d'Agreenium, etc.) devront être résolus en concertation avec les ministères de l'agriculture et de la recherche, que nous mettrons en place. Ceux-ci devront être plus attentifs aux avis des syndicats de salariés qu'actuellement et feront leur possible pour satisfaire les revendications des travailleurs de la recherche.

Nous restons à votre disposition pour toute collaboration ultérieure, sur ces thèmes chers au Front de gauche de l'agriculture.

Avec nos meilleures salutations,

Laurent Levard, responsable agriculture du
Parti de gauche, **Xavier Compain**,
responsable agriculture du Parti communiste

Contacts :

- Laurent Levard (PG), levardlaurent@gmail.com, 06.29.43.18.28
- Xavier Compain (PCF), xcompain@pcf.fr, 06.81.00.87.83